

N^{os} 4739¹

4748¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI

sur les enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et du chemin de fer

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

portant des spécifications complémentaires relatives aux enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents graves survenus dans le domaine de l'aviation civile et portant modification d'autres dispositions

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(29.1.2001)

Par sa lettre du 14 décembre 2000, Monsieur le Ministre des Transports a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de loi et du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

*

1) PROJET DE LOI

sur les enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et du chemin de fer

L'objectif du présent projet de loi est d'établir les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et du chemin de fer et de transposer par en droit national la directive 94/56/CE du Conseil du 21 novembre 1994 établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans les domaines de l'aviation civile. Cette directive avait déjà fait l'objet d'un projet de règlement grand-ducal et qui avait été avisé par la Chambre de Commerce en date du 29 avril 1998. Suite à l'opposition du Conseil d'Etat à une transposition de la directive susmentionnée par règlement grand-ducal, il a fallu recourir à la procédure législative.

Les auteurs du projet de loi sous avis ont estimé judicieux d'élargir le champ d'application de la loi par rapport à la directive en y incluant le transport maritime et le transport ferroviaire. La Chambre de Commerce peut approuver cette approche.

Dans l'optique de la transposition d'une directive limitée à l'aviation civile, d'un côté, et de l'extension du champ d'application de la loi à d'autres modes de transports, d'un autre côté, les auteurs du projet de loi sous rubrique posent le cadre général dans la loi, applicable à tous les modes de transports, alors que les modalités spécifiques pour chaque mode de transports seront fixées par règlement

grand-ducal. Dans un premier temps, l'aviation civile fera l'objet d'un règlement grand-ducal dont le projet est traité également dans le présent avis de la Chambre de Commerce.

Cette approche comporte un risque de confusion et de discordance entre le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, concernant seulement l'aviation civile, dès lors que la loi de base est applicable aux trois modes de transports visés et que le règlement grand-ducal pris pour chaque mode de transports ne peut pas contenir des dispositions qui seraient contraires ou plus contraignantes que la loi ne le permet.

Dans la suite, la Chambre de Commerce va commenter les articles du projet de loi sous rubrique.

Concernant l'article 1er:

Cet article arrête l'obligation de réaliser une enquête technique en cas d'accidents et d'incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et du chemin de fer.

Il est précisé que l'enquête technique n'a en aucun cas pour objet de déterminer des fautes ou des responsabilités, qu'elle a un caractère public et qu'elle doit obligatoirement être publiée, si possible dans les douze mois suivant la date de l'accident ou de l'incident grave.

Ces dispositions rencontrent l'approbation de la Chambre de Commerce.

Concernant l'article 2:

Cet article définit les cas dans lesquels une enquête technique doit obligatoirement être effectuée et ceux dans lesquels elle n'est que facultative. En effet, le présent projet de loi prévoit une enquête technique obligatoire dans le cas d'un accident, tandis que l'enquête technique sera facultative notamment dans le cas d'accident qui n'a fait que des blessés légers ou des dégâts purement matériels ou dans le cas d'un incident grave. La Chambre de Commerce est d'avis qu'en ce qui concerne l'aviation civile, la directive 94/56/CE du Conseil n'est pas correctement transposée.

En effet, l'article 4, paragraphe 1er, alinéa 1er, de la directive précise que „*tout accident ou incident grave fait l'objet d'une enquête*“. Ce même paragraphe permet aux Etats membres de „prendre des mesures pour permettre la réalisation d'une enquête sur un incident non visé au premier alinéa si l'organisme d'enquête peut espérer en tirer des enseignements en matière de sécurité aérienne“.

Le texte proposé par les auteurs du projet de loi sous avis peut trouver l'approbation de la Chambre de Commerce en ce qui concerne les domaines des transports maritimes et du chemin de fer. La Chambre de Commerce estime par contre que pour l'aviation civile il devra être tenu compte des dispositions de la directive 94/56/CE du Conseil.

Le paragraphe 4 du présent article prévoit que des règlements grand-ducaux peuvent déterminer des spécifications complémentaires pour les enquêtes techniques relevant de chacun des modes de transports visés. L'aviation civile fait ainsi l'objet du projet de règlement grand-ducal sous rubrique. La Chambre de Commerce est d'avis que pour les domaines des transports maritimes et du chemin de fer et à défaut de réglementation communautaire spécifique, le texte du présent projet de loi est assez clair et ne requiert pas forcément de précisions complémentaires par le biais d'un règlement grand-ducal.

Concernant les articles 3 à 8:

Ces articles concernent l'institution, la mission et les prérogatives de l'entité d'enquête, les modalités d'exécution des enquêtes, les responsabilités des membres de l'entité d'enquête, des enquêteurs désignés et des experts ainsi que l'information relative aux accidents et incidents graves. Ces articles reprennent dans une large mesure les dispositions prévues par la directive 94/56/CE du Conseil en matière d'aviation civile et ont déjà fait l'objet des commentaires de la Chambre de Commerce dans son avis du 29 avril 1998 sur le projet de règlement grand-ducal abandonné, ayant eu pour objet la transposition de la directive 94/56/CE du Conseil susmentionnée.

Aussi ces articles n'appellent-ils pas d'autres observations particulières de la part de la Chambre de Commerce.

Concernant l'article 9:

Cet article précise les sanctions pénales en cas d'infraction aux dispositions du présent projet de loi. Les montants des amendes prévues sont exprimés en francs. En vue du remplacement définitif de la référence monétaire du franc luxembourgeois par l'euro au 1er janvier 2002, la Chambre de Commerce propose d'exprimer les montants des amendes prévues non pas en francs, mais en euros.

Remarque finale:

Afin de permettre une application adéquate du présent projet de loi, il sera nécessaire d'arrêter sans retard les règlements grand-ducaux prévus à l'article 3 (composition, mode de fonctionnement et critères de désignation des membres de l'entité d'enquête), à l'article 4 (conditions dans lesquelles l'archive de l'entité d'enquête est accessible au public) et à l'article 5 (les modalités selon lesquelles les titres de légitimation des enquêteurs désignés et des experts sont délivrés par le ministre).

*

2) PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL
portant des spécifications complémentaires relatives aux
enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents
graves survenus dans le domaine de l'aviation civile et portant
modification d'autres dispositions

Le présent projet de règlement grand-ducal fournit les précisions spécifiques à l'aviation civile, tel que prévu à l'article 2 paragraphe 4 du projet de loi sous rubrique.

La Chambre de Commerce demande de mentionner au préambule du projet de règlement grand-ducal la consultation des chambres professionnels.

Concernant l'article 1er

Cet article reprend littéralement les définitions arrêtées à l'article 3 de la directive 94/56/CE du Conseil du 21 novembre 1994.

Concernant l'article 2

Cet article précise les informations minimales que doit contenir la déclaration d'un accident ou d'un incident, conformément à l'article 8, alinéa 2 du projet de loi sous rubrique. La liste des informations requises n'appelle pas d'observation particulière.

Concernant l'article 3

Cet article abroge les articles 7 et 8 du règlement grand-ducal du 13 mars 1993 refixant les règles de l'air et les dispositions auxquelles est soumise la circulation aérienne, alors que ces dispositions sont inscrites dans le projet de loi sous rubrique et feraient double emploi avec les nouvelles dispositions.

*

Sous réserve de la prise en compte des remarques faites ci-dessus, la Chambre de Commerce, après consultation de ses ressortissants, peut approuver le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal sous avis.

